



## Construire le rapport de force pour arrêter la casse

Des luttes sont menées partout en France et dans le département, dans le secteur public comme dans les entreprises privées, pour exiger d'améliorer les conditions de travail, de réduire la durée du travail, pour combattre les licenciements, pour exiger aussi la pérennisation et la conquête de droits nouveaux (retraites, protection sociale, garanties collectives), pour le développement des services publics ou la relance industrielle ou encore pour un soutien des peuples qui fuient les guerres et demandent asile en Europe.

Le contexte est difficile : précarité, peur des représailles, chômage de masse, fins de mois difficiles, réduction des droits, etc., ont un impact réel sur la capacité des salarié-e-s à agir. Les revendications existent pourtant et sont légitimes. Et si des salariés agissent, il tient aussi à nous toutes et tous d'en faire un mouvement porteur de changement et de progrès social.

- Le Crédit d'Impôts Compétitivité Emploi (C.I.C.E), le pacte de responsabilité et les baisses de cotisations, c'est 230 milliards d'euros de cadeaux aux patrons. Dans le même temps, il n'y a pas d'argent pour les dépenses sociales, notre sécurité sociale est étranglée, seul l'emploi précaire se développe et les patrons ferment et délocalisent les entreprises.
- Les lois Macron et Rebsamen aggravent la précarité et dégradent les conditions de vie et de travail.
- Ils essaient de nous forcer à retarder notre départ en retraite à 67 ans, voulant ainsi forcer ceux qui en ont encore les moyens à souscrire à une assurance privée. Le but ultime de tous les libéraux : la disparition de la retraite par répartition.
- En 2014, les rémunérations globales des dirigeants des entreprises du CAC 40, toutes rémunérations confondues atteignent 153 millions d'euros, en hausse de 10,1 % par rapport à 2013. Carlos Ghosn le patron de Renault a perçu 7,161 millions d'euros soit une augmentation de 174 %... Dans le même temps les salaires sont bloqués et le gouvernement montre l'exemple au patronat en refusant d'augmenter les salaires des fonctionnaires.
- Sans relâche, le Code du travail, les 35 heures et le statut de fonctionnaire sont remis en cause, comme autant de frein à l'avancée du libéralisme. Dans cette société, le travail précaire devient la norme pour l'entrée de la jeunesse dans la vie active.
- Avec la réforme territoriale, ils dépouillent nos collectivités, fragilisent toujours plus nos services publics et écrasent la démocratie de proximité.

Il n'y a jamais eu autant d'inégalités : des riches toujours plus riches et toujours plus de pauvres. En ce sens notre solidarité n'a pas de frontières.

**Dans le Puy de Dôme comme dans toute la France, la Cgt, la FSU, Solidaires et l'UNEF appellent à la mobilisation le 08 octobre 2015, sous toutes les formes : de la grève à la manifestation en passant par les Assemblées Générales dans les entreprises et les services, etc., pour construire le rapport de force, pour résister, imposer d'autres choix et une autre répartition des richesses.**

**Clermont-Ferrand, le 30 septembre 2015**